

DÉCOUVREZ LE MAECI

CanadExport présente le premier article d'une série spéciale afin d'informer ses lecteurs sur le rôle des différentes directions du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), en particulier celles dont les programmes, les services et les fonctions sont étroitement liés aux activités canadiennes d'exportation. Les commentaires et les suggestions des lecteurs seront les bienvenus. Nous y apporterons le plus grand intérêt.

Direction des politiques économique et commerciale du Groupe des politiques

Qu'ont en commun les technologies de pointe, la politique de concurrence, les normes techniques et l'analyse des risques? Beaucoup en fait, surtout pour le Groupe des politiques du MAECI.

Organisation

Le Groupe des politiques se divise en cinq directions : Affaires politiques et politique de sécurité, Politiques gouvernementales, Coordination du sommet économique, Relations fédérales-provinciales, et Politiques économique et commerciale. Dans l'ensemble, le Groupe a pour tâche de cerner et d'analyser les tendances d'ordre politique et économique ainsi que les tendances relatives à la politique de sécurité, et de publier des documents de politique sur une foule de questions.

Questions

La mondialisation croissante de l'économie — poussée par l'investissement, le commerce et la technologie — et l'émergence de problèmes mondiaux comme la dégradation de l'environnement, mettent en évidence l'importance grandissante que revêt l'examen des relations économiques et commerciales internationales.

La transformation rapide de l'économie mondiale, bien qu'elle engendre de l'insécurité, crée néanmoins des débouchés commerciaux. Pour faire équilibre, dans une certaine mesure, aux défis de la nouvelle économie, il faut renforcer les règles du jeu à l'échelle internationale afin d'empêcher les plus grands pays de prendre des mesures unilatérales.

Objectifs

L'objectif central du Canada est de poursuivre l'élaboration d'un cadre international de réglementation qui donne au secteur privé un accès à la fois meilleur et plus sûr aux marchés, élément essentiel à la croissance économique et au maintien des

emplois au Canada.

Comprendre les stratégies commerciales et d'investissement de nos principaux partenaires permet aux sociétés canadiennes de prendre conscience des risques et des incertitudes que présente le commerce avec l'étranger et de recevoir le soutien nécessaire dans le cadre de la politique commerciale.

Un agent de changement

La Direction des politiques économique et commerciale du Groupe des politiques regroupe des économistes, un statisticien et des spécialistes du commerce possédant une vaste expérience de la négociation, du service extérieur et de la politique commerciale.

Les recherches du Groupe des politiques portent essentiellement sur les nouvelles politiques commerciales et d'autres questions économiques afin de clarifier le rapport entre ces questions et le programme de intervenants étrangers, et de jeter les bases d'une plus grande cohérence des politiques au moment d'évaluer les intérêts nationaux divergents.

Les documents du Groupe des politiques et les commentaires, plus courts, sont des documents de travail qui portent sur un éventail de sujets et qui sont préparés en étroite collaboration avec d'autres spécialistes des différents secteurs d'activité et régions géographiques au sein du MAECI, d'autres ministères et les missions canadiennes à l'étranger.

De plus, la Direction est réputée pour ses fiches d'information contenant un choix d'indicateurs commerciaux et économiques, qui sont diffusées sur une grande échelle.

Chaque document est la responsabilité de ses auteurs, et le point de vue exprimé ne représente pas nécessairement celui du Ministère et du gouvernement. Il vise à encourager les discussions éclairées entre les fonc-

tionnaires et le grand public qui s'intéressent aux tendances et aux enjeux en matière de politique étrangère.

Projets à venir

Aussi longtemps que le Canada continuera de relever des défis économiques de taille qui exigent une attention particulière, le Groupe des politiques concentrera ses efforts afin de mieux comprendre l'évolution de l'économie mondiale et du rôle du Canada.

Les plans de travail pour l'année qui vient portent sur divers projets relatifs aux normes des produits et des procédés, à la propriété intellectuelle, à la politique de concurrence et à l'investissement.

Publications

Voici quelques-unes des publications préparées par la Direction :

Les quatre amigos et d'autres encore : Vers une zone de libre-échange des Amériques — Vue d'ensemble sur les choix possibles pour réaliser le libre-échange dans l'hémisphère occidental. (Octobre 1995)

Changement de partenaires et partenaires changeants : Tendances des relations économiques régionales du Canada — Fiche documentaire factuelle sur les discussions en cours relativement aux initiatives commerciales régionales, présentée dans une perspective canadienne. (Mars 1995)

Renseignements

Pour tout renseignement sur les publications du Groupe des politiques, communiquer avec l'InfoCentre au MAECI (voir l'encadré au bas de la page) ou voir Groupe des politiques sur l'Internet (<http://www.dfait-maeci.gc.ca>), sous la rubrique Documents du Groupe des politiques/Commentaires). On peut également faire part de ses commentaires et suggestions au Groupe des politiques, tél. : (613) 944-6824; fax : (613) 944-0375.

CANAD EXPORT



Le point sur les Caraïbes

Au-delà du soleil et des plages... des débouchés

Il est vrai que l'apport du tourisme et des exportations d'aliments et de boissons à l'économie des Caraïbes est considérable, mais, au delà du soleil et des plages, il se trouve un contexte qui s'ouvre rapidement au commerce international et aux investissements.

Comme de nombreux pays et régions du monde entier, les Caraïbes font de grands efforts pour entrer dans « l'ère nouvelle » : en libéralisant le commerce et la législation régissant les investissements, en renforçant leur infrastructure et en modernisant leur capacité de production.

Le bassin des Caraïbes, constitué de 23 pays et territoires

et comptant 31,5 millions d'habitants, regroupe un grand nombre de marchés variés et en plein essor. Bien que la plupart soient petits, ces pays présentent des possibilités intéressantes pour les Canadiens, compte tenu particulièrement des rapports commerciaux et culturels positifs qui existent entre eux et le Canada.

Le BCCCC, porte d'entrée aux Caraïbes

Le Bureau de coopération commerciale caraïbo-canadienne (BCCCC), créé en avril 1990 dans le cadre du programme CARIBCAN, présente aux entreprises canadiennes de nouvelles occasions d'affaires aux Caraïbes.

Administré par l'Association des exportateurs canadiens et avec l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le BCCCC rend un service vital à la

promotion des liens commerciaux à long terme dans l'ensemble des Caraïbes pour le bien à la fois des intérêts canadiens et caraïbes.

Le BCCCC travaille en collaboration étroite avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, l'ACDI et les missions canadiennes à l'étranger.

Il existe des possibilités de coentreprises dans le secteur privé de

transferts de technologie, d'investissement, de franchisage, de concession de licences, de formation et d'autres formes de coopération commerciale.

Ces possibilités ne se limitent pas aux entreprises traditionnelles. Presque tous les types de projets d'affaires, surtout ceux qui touchent le secteur manufacturier, sont admissibles.

Voir page III — BCCGC

La Communauté des Caraïbes, ou CARICOM

La CARICOM, ou Communauté des Caraïbes, est formée des pays suivants : Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago. Les Bahamas font partie de la CARICOM, mais pas du marché commun, tandis que les îles Vierges britanniques et les îles Turks et Caïques sont membres associés.

Les rapports entre le Canada et la CARICOM, pour ce qui est du commerce et des investissements, sont bien établis; au départ, le Canada y exportait du bois d'œuvre et du poisson salé et importait en échange du sucre, de la mélasse et du rhum. Le commerce bilatéral des marchandises s'est étendu et diversifié au point où sa valeur a dépassé 800 millions \$ en 1994. À la fin du premier semestre de 1995, les exportations et les importations canadiennes affichaient respectivement des hausses de 23 et 16 % par rapport à

la même période l'année précédente. Ces données ne tiennent pas compte du commerce des services, secteur qui constitue une partie importante et en pleine expansion des relations commerciales du Canada avec cette région. Les investissements canadiens directs dans la CARICOM, à l'exclusion du secteur bancaire, sont estimés à 600 millions \$, dont une grande part va dans les assurances, l'industrie légère, la mise en valeur des ressources, le transport et le tourisme.

Le commerce du Canada avec la région repose sur le programme CARIBCAN, lancé en 1986 par le gouvernement du Canada dans le but de faciliter le commerce, les investissements et la coopération industrielle avec la CARICOM. La principale caractéristique de ce programme, pour le Canada, est d'accorder unilatéralement un accès préférentiel et en franchise de droit à ses marchés pour presque toutes les impor-

tations venant des pays de la CARICOM. Plus de 95 % des importations canadiennes en provenance de ces pays ne sont actuellement frappées d'aucun droit de douane à leur arrivée.

Un examen triennal du régime tarifaire canadien est en cours au ministère des Finances; il s'agit de simplifier ce régime et d'étudier des façons d'améliorer le programme CARIBCAN.

SÉRIE SUR L'AMÉRIQUE LATINE	
19 FÉVRIER	BRESIL, ARGENTINE, COLOMBIE, PÉROU
4 MARS	CARAÏBES
18 MARS	CHILI
1 ^{ER} AVRIL	MEXIQUE